Titre

CRD Lyon, 2 déc. 2009

CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE
DES BARREAUX DU RESSORT
DE LA COUR D'APPEL DE LYON

DECISION DU 2 DECEMBRE 2009

Sous la présidence de Madame le Bâtonnier Brigitte ROUSSEAU

Le Conseil de Discipline – section n° 2- est ainsi composé :

Monsieur le Bâtonnier José-Guy SERFATY
Maîtres Jean-Philippe ARTUR du PLESSIS, Bertrand BALAS, Geneviève
SEGUIN-JOURDAN, Philippe CLAUTRIER, Vincent MEDAIL, Yves
HARTEMANN, Catherine FRECAUT, Thierry DRUENNE.

AVOCAT MIS EN CAUSE : - Maître X - Avocat au Barreau de Saint-
Etienne

PROCEDURE :

Par délibération du 6 avril 2009, le Conseil de l'Ordre des Avocat du
Barreau de Saint-Etienne a désigné Maître Jean-Eric DULLIN afin qu'il
soit procédé à l'instruction des faits imputés à Maître X .

Maître DULLIN a déposé son rapport le 2 juillet 2009.

Par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 25 août
2009, Maître X a été cité à comparaître dans les termes suivants devant le
Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon
en son audience du 4 novembre 2009 :

« Vous êtes poursuivie à titre disciplinaire dans les conditions prévues par
le décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 pour les faits suivants :
Manquements aux principes essentiels de la profession d'avocat, à savoir
ceux de

- Non respect des obligations de formations continue pour les années 2007
et 2008, conformément à l'article 14-2 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre
1971, les articles 85 et 85-1 du décret n° 91-1197 du 27 novembre
organisant la profession d'avocat et la décision du CNB à caractère
normatif
n° 2005-001.

Je vous adresse sous ce pli :

- Un exemplaire du rapport d'instruction contradictoire rédigé par Maître
Jean-Eric DULLIN en date du 2 Juillet 2009 ;
- Une copie intégrale de votre dossier disciplinaire.

Je vous rappelle que l'article 183 du décret n°91-1197 du 27 novembre
1991 organisant la profession d'Avocat énonce que toute contravention aux
lois et règlements, toute infraction aux règles professionnelles, tout
manquement à la probité, à l'honneur ou à la délicatesse, même se
rapportant à des faits extra professionnels, expose l'Avocat qui en est
l'auteur aux sanctions disciplinaires énumérées à l'article 18 dudit décret. »

DEROULEMENT DE L'AUDIENCE :

Maître X comparaît seul à l'audience du 4 novembre 2009.

Madame le Bâtonnier CHABANNES est présente en sa qualité d'organe de
poursuite.

Avant l'ouverture des débats, Madame le Bâtonnier ROUSSEAU rappelle
que conformément à un usage en vigueur devant le Conseil de Discipline,
usage qu'aucun texte n'autorise ni n'interdit, la présence d'une salariée de
l'Ordre, en la personne de Madame Cécile DUPARC-PIERA, faisant
fonction de greffière d'audience, est prévue.

Maître X donne son accord à la présence de Madame Cécile DUPARC-
PIERA.

Madame le Bâtonnier ROUSSEAU rappelle à Maître X les termes de la
convocation reçue.

Il est reproché à Maître X de ne pas avoir respecté ses obligations de
formation continue pour les années 2007 et 2008, conformément :

- à l'article 14-2 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971,
- aux articles 85 et 85-1 du Décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991
organisant la profession d'avocat,
- à la décision du CNB à caractère normatif n° 2005-001.

Maître X conteste les faits qui lui sont reprochés.

Il donne lecture d'un document qui n'a toutefois pas été communiqué ni au
Conseil de Discipline, ni à Madame le Bâtonnier chargée des poursuites.

Selon ce document, Maître X met en cause tant la régularité des poursuites
que leur bien fondé :

1. Sur les irrégularités de la procédure alléguées par Maître X :

- La procédure serait discriminatoire :

Le Barreau de SAINT ETIENNE aurait décidé d'engager des poursuites à
l'encontre des confrères justifiant de moins de 30 heures de formation alors
que le CNB a fixé à 40 heures la durée de la formation continue.

Cette décision prise par le Conseil de l'Ordre de SAINT ETIENNE
constituerait une décision arbitraire contraire au principe de l'égalité de
traitement dans les poursuites disciplinaires.

Cet arbitraire serait encore renforcé par le fait que la majorité des barreaux
n'engageraient pas de sanctions.

- Le débat contradictoire n'aurait pas été respecté :

Diverses correspondances n'auraient pas été communiquées avec la
citation.

Les droits de la défense auraient été méconnus.

- Les dispositions prévues par l'article 188 du Décret du 27 novembre 1991
n'auraient pas été respectées :

- alinéa 2 : l'acte de la saisine n'aurait pas été notifié à Maître X avant la désignation du rapporteur,
- alinéa 4 : le conseiller rapporteur n'aurait pas été désigné postérieurement à la notification de l'acte de saisine, mais antérieurement

- Les dispositions prévues par l'article 190 du Décret n'ont pas été respectées : le rapport d'enquête n'aurait pas été coté, ni paraphé.

- Les sanctions disciplinaires n'auraient pas été transmises à Maître X .

2. Sur la contestation du bien-fondé de la formation continue et obligatoire :

Sur le bien-fondé de la formation, Maître X insiste sur l'atteinte que représenterait cette obligation de formation continue à l'égard de l'article 4 du titre I de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, relatif à l'interdiction du travail forcé.

Il fait également référence à l'article 1 du Protocole Additionnel à la Convention proclamant que toute personne "a droit au respect de ses biens".

Maître X soutient que la procédure engagée à son encontre est radicalement nulle et mal fondée.

Sur interrogation de Madame le Bâtonnier ROUSSEAU, Maître X indique qu'il n'entend pas déposer d'écrit : la procédure n'ayant pas été respectée à son égard, il estime que lui non plus n'a pas à la respecter...

En ce qui concerne les remboursements possibles au titre de la formation, il prétend qu'ils sont ridicules pour des formations qui représentent un coût de l'ordre de 800 € à 900 € la journée.

Il estime que les formations proposées sont d'un coût prohibitif.

Il précise qu'il n'a toutefois pas de contraintes particulières au niveau du cabinet en sa qualité d'avocat salarié.

Il n'a pas reçu l'ensemble des circulaires de l'Ordre, qui, selon lui, se perdent.

Maître X réaffirme qu'il n'a effectué que 28 heures de formation.

Il aurait suivi, au 31 décembre 2009, 20 heures de formation, mais refuse de préciser de quelles formations il s'agit.

L'instruction étant close, la parole est donnée au Bâtonnier Claudine CHABANNES.

Madame le Bâtonnier regrette que les différents moyens soulevés, notamment ceux relatifs aux irrégularités de procédure, n'aient pas été communiqués préalablement, conformément au principe du contradictoire, par le dépôt de conclusions écrites.

Quant à la décision de l'Ordre de poursuivre ceux des confrères justifiant de moins de 30 heures de formation, Madame le Bâtonnier justifie cette décision, qui va plutôt dans le sens de l'indulgence, considérant qu'à ce stade du déficit d'heures de formation, le retard est "rattrapable", le Barreau de SAINT ETIENNE ayant voulu également limiter les poursuites.

Cette décision du Conseil de l'Ordre au demeurant ne fait pas grief à Maître X puisqu'il ne justifie pas avoir fait plus de 30 heures de formation.

En ce qui concerne le prétendu non respect du contradictoire, Madame le Bâtonnier relève que les différents documents ont été "circularisés" à tous les confrères.

L'absence de pièces n'est pas démontrée.

Maître X a bien eu connaissance des termes de la poursuite.

Quant aux éventuelles irrégularités commises aux dispositions prévues par l'article 188 du Décret du 27 novembre 1991, Madame le Bâtonnier conteste qu'il ait pu en résulter un quelconque grief pour Maître X .

Il n'y a pas de nullité prévue pour un tel calendrier, et en toute hypothèse, le rapporteur n'a pas commencé l'instruction avant sa saisine.

Le fait que le rapport d'instruction lui-même, et non les pièces, n'ait pas été coté ni paraphé, ne fait absolument pas grief à Maître X .

Quant à l'article 18 du Décret qui a été visé au lieu de l'article 184, il s'agit d'une erreur purement matérielle qui ne peut entacher de nullité la citation puisque le texte de l'article 183 qui lui, a bien été visé, suffit et renvoie lui-même à l'article 184.

Madame le Bâtonnier relève enfin que Maître X n'a jamais formulé la moindre contestation, ni adressé la moindre demande de communication de pièces.

Elle rappelle que le Bâtonnier n'est pas tenu de communiquer par lettre recommandée AR avec l'ensemble de ses confrères et que l'on ne peut pas choisir une profession sans accepter ses règles.

Madame le Bâtonnier invite le Conseil à prononcer un blâme.

La parole est laissée à Maître X .

Maître X revient sur la discrimination opérée par le Barreau de SAINT ETIENNE et souhaite avoir communication de la liste des avocats qui ont effectué entre 30 et 40 heures de formation.

Il maintient que le rapport d'instruction contradictoire n'est pas coté.

Il reprend ses différents arguments, prétendant que Madame le Bâtonnier n'a pas répondu à tous ses arguments, notamment en ce qui concerne la violation des principes invoqués au titre de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, et de son Protocole Additionnel...

Ce sur quoi le Conseil de Discipline délibère.

Sur la procédure, au vu des explications fournies par Madame le Bâtonnier Claudine CHABANNES et en l'absence de conclusions écrites sur les divers moyens, il considère que la procédure est régulière.

Sur les infractions poursuivies, le Conseil relève :

- que Maître X n'a validé que 28 heures de formation sur la période 2007/2008,
- qu'il revendique même cette violation des règles professionnelles.

Le Conseil relève également, que les allégations suivant lesquelles l'obligation de formation continue constituerait une atteinte aux dispositions prévues par l'article 4 du Titre I de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, qui sont relatives à l'interdiction de l'esclavage et du travail forcé, ainsi que l'invocation du Protocole Additionnel à la Convention, relatif à la protection de la propriété, constituent des arguments qui relèvent soit de la provocation à l'égard du Conseil, soit d'une méconnaissance manifeste des principes fondamentaux auxquels Maître X entend se référer.

Le Conseil considère que Maître X a, en parfaite connaissance de cause,

enfreint les obligations de formation continue qui s'imposent à la profession d'avocat.

EN CONSEQUENCE ET APRES EN AVOIR DELIBERE CONFORMEMENT A LA LOI, LE CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE DES BARREAUX DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LYON :

- Vu les dispositions des articles 183 et suivants du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991,
- Vu les pièces cotées du dossier,
- Constate que les infractions sont constituées.
- Prononce un blâme à l'encontre de Maître X .

A Lyon, le 2 décembre 2009.

Madame le Bâtonnier Brigitte ROUSSEAU
Présidente de la section n° 2 du Conseil de Discipline des Barreaux
Du ressort de la Cour d'Appel de LYON.

Décision notifiée à Maître X , à Monsieur le Procureur Général et à Madame le Bâtonnier du Barreau de Saint-Etienne conformément aux dispositions de l'article 196 du décret n° 91-1197 en date du 27 Novembre 1991,

Il est rappelé à Maître X , à Madame le Bâtonnier du Barreau de Saint-Etienne ainsi qu'à Monsieur le Procureur Général que, conformément aux dispositions des articles 16 et 197 du décret n° 91-1197 en date du 27 novembre 1991, ils peuvent former un recours devant la Cour d'Appel de LYON contre la présente décision par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Greffe de la Cour dans le délai d'un mois à compter de la notification de ladite décision.